

Commune de GIROMAGNY

Section AC

"Mont Jean"

Parcelles n° 52 et 95

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Echelle : 1/2000

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral
n°1943 du 14 novembre 2001

Pour le Préfet
Le Chef de Bureau

Ph. DATTIER



26
138

137 63 70

M O N T J E A N

128

90

83

89

88

64

136

62

28

29

30

27

31

32

33

34

35

36

37

38

39

40

41

42

43

44

45

46

47

48

49

50

51

52

53

54

55

56

57

58

59

60

61

62

63

64

65

66

67

68

69

70

71

72

73

74

75

76

77

78

79

80

81

82

83

84

85

86

87

88

89

90

91

92

93

94

95

96

97

98

99

100

101

102

103

104

105

106

107

108

109

110

111

112

113

114

115

116

117

118

119

120

121

122

123

124

125

126

127

128

129

130

131

132

133

134

135

136

137

138

139

140

141

142

143

144

145

146

147

148

149

150

151

152

153

154

155

156

157

158

159

160

161

162

163

164

165

166

167

168

169

170

171

172

173

174

175

176

177

178

179

180

181

182

183

184

185

186

187

188

189

190

191

192

193

194

195

196

197

198

199

200

201

202

203

204

205

206

207

208

209

210

211

212

213

214

215

216

217

218

219

220

221

222

223

224

225

226

227

228

229

230

231

232

233

234

235

236

237

238

239

240

241

242

243

244

245

246

247

248

249

250

251

252

253

254

255

256

257

258

259

260

261

262

263

264

265

266

267

268

269

270

271

272

273

274

275

276

277

278

279

280

281

282

283

284

285

286

287

288

289

290

291

292

293

294

295

296

297

298

299

300

301

302

303

304

305

306

307

308

309

310

311

312

313

314

315

316

317

318

319

320

321

322

323

324

325

326

327

328

329

330

331

332

333

334

335

336

337

338

339

340

341

342

PREFECTURE DU TERRITOIRE DE BELFORT

DIRECTION DES LIBERTES
PUBLIQUES ET DE
L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU CONTRÔLE DE
L'URBANISME

REF. MONTJEANAP.DOC 14.11.01

AFFAIRE SUIVIE PAR FTAILLARD
☎ 03.84.57.15.49

SYNDICAT DES EAUX DE GIROMAGNY

Captage du MONT JEAN

Mise en place des périmètres de protection

Autorisation au titre du code de l'environnement

Déclaration de prélèvement d'eau dans le milieu naturel

Autorisation de distribuer de l'eau destinée à la consommation humaine

Belfort, le 14 novembre 2001

N°1943

E PREFET DU TERRITOIRE DE BELFORT
Chevalier dans l'Ordre National du Mérite

Vu :

- le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des Services et Organismes Publics de l'Etat dans les Départements,
- le code général des collectivités territoriales,
- le code de l'expropriation,
- le code de l'environnement,
- le code de la santé publique et notamment les articles L 1321-1 à L 1321-6,
- le code de l'urbanisme et notamment les articles L 126-1 et R 126-1 à R 126-2,
- le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Rhône-Méditerranée-Corse approuvé par le Préfet coordonnateur de bassin le 20 décembre 1996,
- la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 modifiée relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre la pollution,
- la loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement,

- les articles 6,8 et 9 du décret n° 73-219 du 23 février 1973 portant application des articles 40 & 57 de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 modifiée relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre la pollution,
- le décret n° 89-3 du 3 janvier 1989 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles modifié par le décret n° 90-330 du 10 avril 1990, par le décret n° 91-257 du 7 mars 1991 et par le décret n° 95-363 du 3 avril 1995.
- le décret n° 94-841 du 26 septembre 1994 portant application de l'article 13-III de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau relatif à l'information sur la qualité de l'eau distribuée en vue de la consommation humaine,
- l'arrêté du 10 juillet 1989 relatif à la définition des procédures administratives concernant les eaux destinées à la consommation humaine,
- l'arrêté du 22 novembre 1993 relatif au code des bonnes pratiques agricoles,
- les délibérations du Syndicat intercommunal des eaux de Giromagny en date du 6 mars 2000 et 26 juin 2000,
- le dossier soumis à enquête publique,
- les pièces constatant que l'avis d'ouverture d'enquête a été affiché en mairie de Giromagny et publié et inséré dans deux journaux diffusés dans tout le département, conformément aux dispositions de l'article R 11.4 du Code de l'Expropriation,
- le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'eau et d'hygiène publique en date du 24 juin 1998,
- les avis formulés lors de la consultation des services et de la mission interservices de l'eau,
- le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur,
- l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 3 octobre 2001,

CONSIDERANT la nécessité de protéger la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine,

SUR PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du Territoire de Belfort,

- A R R E T E -

Article 1^{er} - Déclaration d'utilité publique, autorisation au titre du code de la santé publique et du code de l'environnement

Sont déclarés d'utilité publique et autorisés au titre du Code de la Santé publique et du Code de l'Environnement

- les travaux à entreprendre par le Syndicat des Eaux de Giromagny en vue de la dérivation des eaux pour la consommation humaine à partir du captage Mont Jean situé sur la commune de Giromagny,

- la création des périmètres de protection du captage tels qu'ils figurent au plan annexé et tels qu'ils sont définis ci-dessous avec les obligations et interdictions qui caractérisent chaque zone délimitée,
- les canalisations d'eau,
- les ouvrages de traitements et de distribution d'eau

Article 2 – Situation de l'ouvrage

Le captage du MontJean se situe sur la commune de Giromagny au pied du flanc sud du Mont-Jean, dans la partie Est de la commune. Il est constitué de 3 ouvrages, deux distants d'une dizaine de mètres situés sur la parcelle cadastrée AC n°95, le troisième se trouvant environ 50m plus bas sur la parcelle n°52. Cette zone est classée ND au POS de Giromagny.

Le cadre hydrogéologique est essentiellement d'origine volcanique (tufs et ignimbrites rhyodacitiques), le tout étant altéré et sous la forme d'éboulis grossiers à filtration moyenne.

Article 3 – Régime d'exploitation

Les débits maximums de prélèvement autorisés sont :

- débit maximum horaire : 6 m³/h
- débit maximum journalier : 100 m³/j.

Un système de comptage adapté doit permettre de vérifier en permanence ces valeurs, conformément aux dispositions de l'article L214-8 du code de l'environnement.

Article 4 – Droit des Tiers

Le Syndicat des Eaux de Giromagny devra indemniser les propriétaires et exploitants des terrains situés dans les périmètres de protection de tout dommage qu'ils pourront prouver leur avoir été causé par l'instauration de ces périmètres.

Article 5 – Périmètres de protection du captage

Des périmètres de protection sont établis autour du captage. Ces périmètres s'étendent conformément au plan cadastral et aux états parcellaires annexés au présent arrêté.

5.1- Périmètre de protection immédiate

Ce périmètre a pour fonction d'empêcher la détérioration des ouvrages de prélèvement et d'éviter des déversements ou des infiltrations de substances polluantes à l'intérieur ou à proximité du captage. Pour cela deux clôtures complètes et efficaces (de type URSUS) doivent être mises en place. Elles seront vérifiées périodiquement.

Le périmètre de protection immédiate sera un carré de 20 mètres de côté sur la parcelle n°52, et un trapèze de hauteur 40 mètres, de base 20 mètres et de sommet 30 mètres sur la parcelle n°95. Les abords de cette dernière limite seront entretenus par le syndicat des eaux de Giromagny.

Aucune activité ou implantation autre que celle liée à l'exploitation et à l'entretien des ouvrages ne sera tolérée dans ce périmètre immédiat.

Il doit être acquis en pleine propriété par la collectivité.

5.2- Périmètre de protection rapprochée

Ce périmètre a pour but de protéger le captage vis-à-vis de la migration souterraine de substances polluantes pour une durée moyenne de circulation des eaux de 50 jours en période des hautes eaux.

Ce périmètre correspond à un rayon amont de 300 m sur une zone d'appel de 100 m de large qui va en s'accroissant vers l'amont pour atteindre 200 m de large. Il englobe la partie nord des parcelles 42, 45 et 46, les parcelles 52 à 61, la partie sud de la parcelle 70, les parcelles 94 et 95.

Le signalement de l'entrée de cette zone sera fait à chaque accès par route forestière, par des panneaux fixes mentionnant les numéros de téléphones de la mairie de Giromagny et du syndicat des eaux de Giromagny. Par ailleurs, les chemins forestiers feront l'objet d'un contrôle périodique afin de maintenir les repères existants pour assurer un repérage exact des limites du périmètre.

Dans le périmètre de protection rapprochée, un certain nombre d'activités seront interdites :

- l'utilisation de produits de traitement chimique (insecticides, fongicides...) susceptibles d'atteindre le sol, l'épandage de fumures organiques liquides, de déchets de toute nature,
- l'utilisation de fertilisants,
- l'entretien (vidange, ravitaillement en carburant...) des engins d'exploitation en dehors des aires aménagées.

L'exploitation forestière de la zone incluse dans ce périmètre de protection rapprochée devra respecter les prescriptions suivantes :

- la réalisation de nouveaux chemins forestiers se fera en concertation avec le Syndicat des eaux et de façon à limiter au maximum l'apport de particules terrigènes et humiques.
- les coupes blanches massives d'arbres seront limitées à des lots de 5 ha pour 20 ha de boisement afin de limiter l'apport d'azote minéral par les litières d'abattage.
- le Syndicat des eaux sera averti lors des abattages massifs d'arbres afin de surveiller en parallèle la turbidité de l'eau au niveau du captage.
- un épandage localisé de produits phytosanitaires pourra être toléré en cas d'épidémie ou d'infestation des arbres sur avis de l'autorité sanitaire.
- la remise en état des sols après tous travaux ou passages d'engins est obligatoire

Toutes les activités susceptibles d'altérer la qualité de l'eau, en particulier celles mentionnées dans le document annexe pour rappel du décret n°93-743 du 29 mars 1993, seront interdites.

Les maisons d'habitation permanente ou temporaire devront obligatoirement être équipées d'un dispositif étanche de récupération des eaux usées.

5.3- Périmètre de protection éloignée

Il a pour rôle de sensibiliser la population vis-à-vis de la qualité générale des eaux. Celui-ci n'a pas de limite précise.

Tous les travaux forestiers qui nécessitent soit la mise en place de nouveaux chemins forestiers soit la création de zones d'abattage massif seront systématiquement signalés au syndicat des eaux de Giromagny dans les limites du versant sud du Mont Jean.

Article 6 – Mise en conformité

Les installations, dépôts ou activités existants à la date du présent arrêté devront satisfaire aux obligations de l'article 5 dans un délai maximal de un an.

Article 7 -

Les propriétaires et exploitants des terrains compris dans les périmètres de protection devront subordonner la poursuite de leur activité au respect des obligations imposées pour la protection des eaux.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 5 du présent arrêté sera passible des peines prévues par le décret n° 67-1094 du 15 décembre 1967 sanctionnant les infractions à la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 modifiée relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre la pollution.

Article 8 – Modalités de distribution de l'eau

L'agressivité de l'eau distribuée nécessite la mise en place d'une installation de neutralisation. Par ailleurs, un système de désinfection sera installé afin de prévenir toute contamination bactériologique.

Article 9 – Surveillance et contrôle de la qualité de l'eau

La qualité de l'eau sera contrôlée dans les conditions et selon un programme défini par la réglementation en vigueur.

La collectivité fera renouveler dans les plus brefs délais toute analyse révélant que la qualité de l'eau ne respecte pas les exigences imposées par le décret n° 89-3 du 3 janvier 1989 modifié.

Si la qualité de l'eau venait à se dégrader, il pourrait être procédé à une nouvelle définition des périmètres et des servitudes associés, ainsi que du dispositif de traitement de l'eau.

Article 10 – Dispositions permettant le prélèvement et le contrôle des installations

Le captage est équipé d'un robinet de prise d'échantillon d'eau brute (avant traitement).

Les agents des services de l'Etat ont constamment libre accès aux installations autorisées.

Les exploitants responsables des installations sont tenus de leur laisser à disposition le registre d'exploitation.

Article 11 – Information sur la qualité de l'eau distribuée

Les résultats d'analyses seront portés à la connaissance des usagers par voie d'affichage en mairie.

Dans les deux jours ouvrés suivant la date de leur réception, sont affichés :

- ⇒ l'ensemble des résultats d'analyses des prélèvements effectués au titre du contrôle,
- ⇒ leur interprétation sanitaire faite par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
- ⇒ les synthèses commentées et établies par ce service sous la forme de bilans sanitaires de la situation pour une période déterminée.

Une note de synthèse annuelle sur les données relatives à la qualité des eaux distribuées sera transmise par Monsieur le Préfet du Territoire de Belfort et publiée au recueil des actes administratifs de la commune.

Dans l'attente de la réalisation d'une station de traitement, une note annuelle sur les conséquences de l'agressivité de l'eau sera faite par le Syndicat des Eaux de Giromagny aux abonnés.

Article 12 – Respect de l'application du présent arrêté

Le bénéficiaire de la présente autorisation veille au respect de l'application de cet arrêté y compris des prescriptions dans les périmètres de protection.

Article 13 – Durée de validité

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que le captage reste en exploitation dans les conditions fixées par celui-ci.

Article 14 – Notification et publicité de l'arrêté

Le présent arrêté est transmis au maître d'ouvrage en vue de sa notification à chacun des propriétaires des parcelles comprises dans les périmètres de protection et de sa publication à la conservation des hypothèques du Territoire de Belfort.

Il fera l'objet d'un affichage en mairie de Giromagny pendant une durée minimum d'un mois et sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture du Territoire de Belfort.

Il fera en outre l'objet d'un avis au public publié dans deux journaux locaux, aux frais du bénéficiaire de l'autorisation.

Article 15 – Mise à jour du plan local d'urbanisme

En application de l'article L 126.1 du Code de l'Urbanisme, les servitudes instituées par le présent arrêté doivent être annexées au plan local d'urbanisme de Giromagny.

Monsieur le Maire de Giromagny constatera par arrêté qu'il a été procédé à la mise à jour du plan local d'urbanisme de sa commune, conformément aux dispositions de l'article R 123.22 du Code de l'Urbanisme.

Article 16 – Exécution de l'arrêté

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Territoire de Belfort, Monsieur le Maire de Giromagny, Monsieur le Président du Syndicat des Eaux de Giromagny ainsi que Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement
- Madame la Directrice Départementale de l'Agriculture et de la Forêt
- Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement
- Madame la Directrice Régionale de l'Environnement

POUR AMPLIATION

Pour le Secrétaire Général

L'Attaché, Chef de Bureau Délégué



Philippe DATTLER

LE PREFET,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

Signé : Yves ROUSSET